

Genève, Fribourg, Lausanne, le 9 octobre 2006

Au Comité de l'Union syndicale suisse, en vue de sa séance du 11 octobre 2006

Chères et chers collègues,

La 5^e révision de l'assurance invalidité (AI) est sous toit depuis le vote final des Chambres fédérales à Flims ce vendredi 6 octobre.

Cette révision porte une attaque frontale contre l'ensemble des salarié.e.s de Suisse ainsi que contre les bénéficiaires actuel.le.s et futur.e.s de prestations de l'AI. Les nouveaux dispositifs que la révision introduit sont des instruments majeurs de répression des salarié.e.s et des rentiers qui auront de lourdes conséquences sur les conditions de travail et de vie de toutes et tous.

Au lieu de faire payer les responsables de l'augmentation des demandes de rentes - les employeurs, qui ont licencié et/ou poussé à l'invalidité des milliers de travailleuses et de travailleurs pour accroître la productivité - la révision s'attaque à celles et ceux qui ont déjà payé de leur santé le durcissement du marché du travail. Sous le prétexte fallacieux de vouloir «réinsérer» des personnes dont les employeurs ne veulent pas - ou plus - on obligera ainsi les bénéficiaires de prestations à subir des contrôles et à fournir des contre-prestations (des «jobs à 1000 francs», par exemple). De même, le système de détection précoce et de suivi (DPS) instauré par la révision aura pour conséquence de mettre chaque salarié sous la menace constante d'un licenciement, au lieu de lui offrir une véritable protection lorsque sa santé est atteinte. Enfin, près de 300 millions de francs seront économisés sur le dos des bénéficiaires actuels. Il n'est pas nécessaire de préciser que ces bénéficiaires ne font pas partie des privilégiés de ce pays.

L'objectif fondamental de cette révision est de restreindre l'accès à la rente pour des travailleuses et travailleurs qui y auraient droit; cette restriction est inadmissible alors que les conditions de travail se sont nettement détériorées et rendent la santé des salarié.e.s de plus en plus vulnérable (stress, heures supplémentaires, productivité à tout prix, individualisation des rapports de travail, etc.).

Dans ce cadre, les signataires demandent au Comité de l'Union syndicale suisse d'appeler dès aujourd'hui au lancement d'un référendum porté par les organisations syndicales, parce que ce sont bien les salariés actuel.le.s et futurs qui sont les plus menacés par cette révision. Nous sommes convaincus qu'un tel référendum doit être une priorité du mouvement syndical pour la période à venir.

En espérant vivement que notre appel soit entendu par votre comité, nous vous adressons, chères et chers collègues, nos meilleures salutations.

Signataires:

Luis **Blanco**, permanent *Unia*, Genève; Michel **Bondi**, ancien membre du Comité directeur SSP, Région Genève; Michela **Bovolenta**, secrétaire centrale SSP; Pietro **Carobbio**, secrétaire *Unia*, Région Nord-vaudois; Pierre-André **Charrière**, secrétaire central *comedia*; Denise **Chervet**, secrétaire régionale *comedia*; Xavier **Ganioz**, secrétaire syndical adjoint *Unia*, Région Fribourg; Paolo **Gilardi**, président SSP, Région Genève; David **Gygax**, secrétaire de l'Union syndicale vaudoise; Armand **Jaquier**, secrétaire régional *Unia*, Région Fribourg; Philippe **Martin**, secrétaire SSP, Région Vaud; Alexandre **Martins**, permanent *Unia*, Région Nord-vaudois; Jean **Parrat**, président SSP, Région Jura; Michel **Pitton**, président de l'Union syndicale vaudoise, président de l'Union syndicale de Lausanne, secrétaire régional *comedia*; Marlyse **Raemy**, permanente *Unia*, Région Nord-vaudois; Bernard **Remion**, secrétaire régional *comedia*; Claude **Reymond**, secrétaire de la Communauté genevoise d'action syndicale; José **Sanchez**, membre du Comité national du SSP, Neuchâtel; Thomas **Sauvain**, secrétaire de l'Union syndicale jurassienne et secrétaire SSP, Région Jura; Agostino **Soldini**, secrétaire central SSP; Joël **Varone**, secrétaire SSP, Région Genève; Daniel **Ziegler**, président SSP, Région Fribourg; Guy **Zurkinden**, secrétaire de l'Union syndicale fribourgeoise.